

LE CITOYEN

"LE MONDE APPARTIENT À CELUI QUI EST DEBOUT"

MENSUEL D'OPINION

www.le-citoyen.org | NUMÉRO 21 | Décembre 2006

Appel à soutenir la candidature de René BALME



Appel à soutenir la candidature de René BALME aux élections législatives de 2007 présentée par Le Citoyen et soutenue par le Collectif d'initiative pour un rassemblement antilibéral de gauche et des candidatures communes de la 11^e circonscription du Rhône, créé le 13 juillet 2006

Nous sommes le peuple de France, héritier de 1789 et porteur de liberté, de fraternité et d'égalité.

Nous avons démontré, pendant toute la campagne référendaire sur le Traité Constitutionnel Européen, notre capacité à démêler le vrai du faux ; nous avons su résister au mensonge et à la manipulation. **Nous** avons contribué à la victoire du Non en France en permettant son expression à 54 % sur la 11^e circonscription du Rhône. Nous sommes une force considérable. Nous ne nous laisserons pas récupérer par quiconque.

Nous exigeons d'être écoutés, entendus et respectés, car nous sommes le peuple souverain.

Nous choisissons de combattre la dictature économique, le libéralisme, d'entrer en

résistance contre l'Organisation Mondiale du Commerce et contre toute forme de domination de l'être humain.

Nous avons la capacité d'écrire l'histoire à venir : notre histoire et celle de nos descendants.

POUR CE FAIRE :

Nous estimons nécessaire de changer la classe politique ou l'obliger à nous suivre et à porter nos exigences et nos espérances.

Nous voulons, pour nous représenter, des élus qui exigent et votent des lois qui protègent le peuple et qui restent à notre service, au service de notre souveraineté.

Nous soutenons la candidature commune antilibérale de gauche de René BALME, aux élections législatives de 2007, sur la 11^e circonscription du Rhône.

Cet appel peut être signé sur : www.le-citoyen.org

LES VOEUX DU CITOYEN

LE 12 JANVIER 2007 À 18H00

CENTRE EDOUARD BRENOT

Du produit marketing aux marchands de soupe

Préparer des espaces de cerveaux disponibles⁽¹⁾ peut, aussi, permettre d'imposer un certain nombre de modèles, y compris dans le domaine de la politique. C'est ainsi qu'est né celui de la ségolénomania.

Ségolène Royal, qui a choisi le camp de gauche en sortant de l'ENA, sur les conseils avisés de Jacques Attali, est un pur produit du marketing qui s'impose désormais aux français, contraints de choisir entre deux modèles dont la différence peine à émerger.

Sa « mise sur le marché de la politique » ne diffère que très peu de celle des produits de consommation. Après avoir créé le besoin et la nécessité d'avoir une femme candidate, il a fallu en trouver une qui corresponde aux canons définis par les sondages et autres études marketing. Ce fut Madame Royal à qui l'on avait largement préparé le terrain sur les couvertures des grands hebdomadaires à sensation et dans les magazines.

Peu importe désormais ses convictions politiques, peu importe son parcours, peu importe son éventuelle capacité à gérer le pays. Les gourous de la communication sont là pour nous la faire apparaître indispensable à la survie de la démocratie. A tel point que, même Chevènement succombe. Il est vrai que ce rapprochement insolite ne repose que sur un marchandage attribuant une dizaine de circonscriptions aux amis du Ché, dont la sienne ! On appréciera la motivation profonde de l'ancien Ministre de l'Intérieur et des Armées, grand donneur de leçons devant l'éternel.

Peu importe les convictions pour réussir en politique. Il est plus payant de se bâtir un plan de carrière et/ou ne pas rechigner à écraser ses amis pour sauver son fief électoral, quitte à s'allier avec ses ennemis d'hier. Une stratégie de marchands de soupe en quelque sorte.

Ceux qui, honnêtes, se battent pour des idées et espèrent changer la société en plaçant l'être humain au coeur des préoccupations sont beaucoup plus combattus, attaqués et salis, y compris par la presse, que ceux qui vendent leur âme au diable. Qui a parlé d'effondrement de la pensée ?

RENÉ BALME

1 - Déclaration du PDG de TF1

SOMMAIRE

L'AGGLOMÉRATION	PAGE 2
LE DOSSIER	PAGE 3
L'ACTUALITÉ	PAGE 4



DOSSIER

De De Gaulle à Sarkozy : manipulation...

Comment les gouvernants gèrent aujourd'hui les héritages du Conseil National de la Résistance ? Connaître l'histoire, c'est s'opposer à toute manipulation.

LIRE LE DOSSIER PAGE 3

Page 2

Quand l'opposition ment délibérément

" LE MENSONGE COMME STRATÉGIE ÉLECTORALE "

en bref

STATURE INTERNATIONALE

La ville de Grigny vient de se jumeler avec une ville québécoise : Bromont. Un jumelage autour du thème des nouvelles technologies. Rien de politique. Lors de la signature du jumelage où le conseil municipal en son entier était attendu, l'opposition ne vint pas. Si par le plus pur des hasards, Monsieur Chipier était élu maire, comment expliquera-t-il sa bouderie aux partenaires internationaux de Grigny ? Notre irremplaçable leader de l'UMP locale est décidément irremplaçable au niveau de la crédibilité !

PATRIOTISME...OU RÉVOLUTION ?

Lors des épisodes tempétueux de ces dernières semaines, les drapeaux français de la façade de la Mairie se sont envolés. À première vue, et même s'ils ne se sont pas plantés sur la tête du premier passant venu, on pourrait voir là la confirmation du fait que le patriotisme peut tuer... à moins que l'on y voie les prémices d'un vent révolutionnaire droit venu de 1789 ?

ÉGALITÉ DEVANT LA LOI

À l'aéroport Saint Exupéry, après avoir voulu s'opposer à l'expulsion d'une famille sans-papiers, François Auguste, vice-président du Conseil Régional, a été plaqué au sol, malmené, arrêté... C'est la version sarkozyste de l'égalité devant la loi : tout le monde se fait taper dessus, le gosse des banlieues, comme l'élu du peuple. Il s'agit donc bien d'un mépris égalitaire pour le peuple en son entier !

C'EST MOI QUI DÉCIDE

Le préfet avait convoqué les élus concernés par la transformation des syndicats intercommunaux lors de l'entrée dans le Grand Lyon. Deux interprétations de la loi s'opposaient : celle des technocrates préfectoraux soutenus par le préfet et celle des élus du Grand Lyon, de Grigny et Givors et de toutes les villes qui composent les syndicats intercommunaux. Le préfet, dans un souci démocratique évident n'a pas hésité à déclarer : « c'est moi qui décide, c'est mon boulot ». Il a donc décidé que c'était son interprétation de la loi qui s'appliquait ! Ceux qui croyaient que le « boulot » d'un préfet était d'être à l'écoute des élus du peuple et de préserver l'intérêt général sont de doux rêveurs. Depuis que l'UMP monopolise le pouvoir, les élus sont priés de la fermer sous peine de représailles administratives. C'est sans doute cela le changement tranquille !

C'EST MOI QUI DÉCIDE (BIS)

Confronté à une oeuvre d'art qui fait tâche dans le paysage communal de St Romain-au-Mont-d'Or, le maire de cette cité bourgeoise a convoqué les maires du Rhône, le 9 décembre 2006, pour faire pression sur les pouvoirs publics afin qu'ils ordonnent la destruction de la « Maison du Chaos », car c'est d'elle dont il s'agit. À chaque fois que les élus ou le pouvoir se sont essayés à dire ce qu'était une oeuvre d'art ou à imposer leurs choix, la liberté, en général, en a pris un sérieux coup sur le museau. Les régimes totalitaires ont toujours commencé à s'attaquer à la chose artistique et le célèbre « Quand j'entends le mot culture, je sors mon revolver » doit nous interpeller au moment où un certain ministre de l'intérieur ordonne le retrait d'un ouvrage qui évoquait l'une de ses rares conquêtes amoureuses. René BALME a dénoncé ce rassemblement obscurantiste et a apporté son soutien à l'artiste Thierry Ehrman, concepteur de la « Demeure du Chaos ».

DE L'ECRIT À L'ECRAN : LA CULTURE INDÉPENDANTE SOUS TOUTES SES FORMES

Le Salon de l'Écrit à l'Écran version 2006 s'est déroulé sous le signe de l'enthousiasme. Celui d'une génération d'auteurs, d'éditeurs, de journalistes et d'artistes plus que jamais engagée vers une autre voie créative : celle qui n'emprunte pas les circuits institués par les intérêts commerciaux qui considèrent la culture comme un marché.

CULTURE

Franc succès pour un salon du livre plus que jamais indépendant, de gauche, évidemment, et franchement enthousiasmant.

C'est peut-être pour cela que l'UMP Bernard Chipier écrivait dans la presse que ce salon était « de gauche ». Après trente années passés dans l'opposition celui-ci s'aperçoit que la ville de Grigny est dirigée par une municipalité de gauche ! Il était temps ! Et si le leader de l'opposition se met à boudier toutes les initiatives municipales qui se revendiquent clairement de gauche, il ne va pas avoir l'occasion de se montrer souvent !

Mais il est urgent de rappeler à l'UMP locale que si les orientations municipales sont de gauche, la culture quant à elle n'est ni de droite ni de gauche : elle est tout simplement. Et refuser de participer à un événement culturel c'est faire preuve d'un obscurantisme qui en dit long...

Le salon de l'écrit à l'écran est un brassage des genres pour une expression artistique et culturelle plus libre et donc plus créatrice. Spectacle chorégraphique, slam, cinéma, débats, performances d'artistes côtoient les stands des éditeurs et des journaux indépendants, le tout mis en paroles et en images par les équipes de Radio Pluriel, de ViVé TV et de la Maison de la Formation et des TIC.



Débat avec Radio Pluriel : Béatrice Rollat (ViVé), Di2 (musicien), Patrice Berger (Radio Pluriel) et Franca Maï (romancière)

Côté écrivains, les visiteurs auront pu tomber sous le charme d'une Franca Maï, plus enchanteuse et révoltée que jamais. Rencontrer des auteurs comme Jean-Yves Loude ou Fabienne Souatly qui a reçu le tout premier prix Léo Ferré des mains de Mathieu, le fils du poète, pour son roman « Gagner sa vie ». Un prix Léo Ferré comme hommage à la création, à la liberté, à la libre pensée que célèbre déjà la nouvelle médiathèque grignerote.

Côté spectacle, la compagnie Intersignes a terminé sa saison grignerote avec une chorégraphie intitulée Métaphora, des « slameurs » lyonnais ont rempli la salle Jean Macé tandis que le

Crieur public de la Croix Rousse égayait le salon de ses facéties. Le thème des droits d'auteurs a été l'occasion d'une table ronde passionnante et les auteurs présents se sont relayés sur scène et devant les caméras pour des lectures de leurs oeuvres.

Aux côtés du Monde Libertaire ou d'Acrimed, médias indépendants nationaux, Le Citoyen tenait à représenter la presse alternative locale. Le salon était aussi l'occasion de saluer Grigny par le livre en célébrant la sortie de « Grigny en Vies », un ouvrage de photographies de Jacques Delpino illustré de textes d'auteurs.

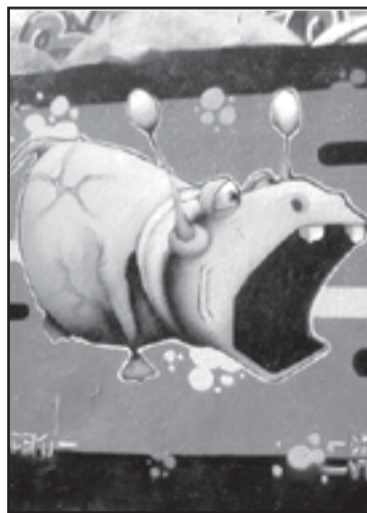
« La pensée et la création littéraire sont mortes », entend-on parfois. À l'heure où les succès lit-

téraires ne sont plus fabriqués que par les médias et les grandes maisons d'édition avides de rentabilité ; à l'heure où les prix littéraires comme le Goncourt ne sont plus choisis que par des « grands auteurs » qui votent non pas pour une oeuvre mais pour une maison d'édition ; à l'heure où la pensée a été confisquée par les médias nationaux pour le confort des politiques et économistes de tous poils ; un salon du livre comme celui de Grigny est une bouffée d'air frais, d'air libre et d'expression créatrice, preuve que la pensée est bien vivante... quand on ne la cherche pas dans les rayons de super-marché...

LA RÉDACTION

Quand l'opposition ment...

Monsieur Chipier est à la tête d'une opposition locale qui va fêter en 2007 ses 30 ans... d'opposition. Est ce une raison suffisante pour ériger le mensonge en stratégie électorale, à l'approche des municipales ? La question est posée. La réponse est toute proche.



née- elle qui s'est toujours déclarée hostile à ce type d'investissement - à tenter de laisser supposer que l'achat de la partie d'immeuble dans laquelle a pris place la médiathèque ne se serait pas faite en conformité avec le code des marchés publics.

Cette affirmation qui met en cause toutes celles et ceux qui ont participé à cette opération - et pas seulement les élus - pourrait être risible si elle ne portait pas atteinte à l'intégrité d'hommes et de femmes qui ont toujours fait la démonstration de leur attachement à l'intérêt général.

Le maire, interrogé par nos soins, nous informe qu'il met à la disposition de quiconque en fera la demande la preuve que l'affirmation de l'UMP locale est non seulement fautive mais particulièrement diffamatoire.

L'achat de l'espace (en voie future d'achèvement) s'est fait selon les recommandations du contrôle de légalité, le tout validé par le préfet dans un courrier en date du 8 mars 2004.

Quant à la réponse que le maire n'aurait pas apportée au question-

nement de l'UMP, on ne peut être qu'être préoccupé par l'amnésie qui frappe soudain notre opposition locale ! En effet, René BALME a répondu lors du dernier conseil municipal à Monsieur Odo sur ce sujet et cette réponse qui comporte 4 pages dactylographiées figure en annexe du procès verbal signé par... l'opposition.

Elle est, aussi, disponible sur simple demande au cabinet du maire.

Il est donc clair, et la démonstration en est faite sur ce sujet précis, et sur bien d'autres encore, que l'UMP locale n'a aucun argument à avancer face aux nombreuses réalisations de la municipalité. Cette absence d'arguments qui, il y a peu, poussait l'opposition à recompter méthodiquement les additions ou bien à vérifier les factures d'essence, de restaurants ou de téléphone liés à l'activité du maire, les conduit, aujourd'hui à user de mensonges pour tenter de donner l'impression d'exister et surtout, d'avoir quelque chose à dire et à écrire.

Chipier, Odo et les autres ne peuvent rien opposer aux orientations

politiques mises en oeuvre par la municipalité qui pratique une démarche participative innovante et quasiment unique en France. Car critiquer ou remettre en cause les réalisations et les orientations municipales, reviendrait à critiquer l'ensemble de celles et de ceux qui participent, dans les conseils de quartiers, dans le conseil associatif, au conseil municipal des jeunes à la gestion participative des affaires publiques.

Il ne leur reste plus qu'un angle d'attaque, pathétique, au sein de leur moribonde association « rassemblement pour Grigny » (tout un programme !) : la diffamation, le mensonge et, entre les deux, leur périodique et ridicule contrôle comptable et administratif pour tenter de trouver une hypothétique faille - d'autres diront un os à ronger - qui leur permettrait de perpétuer la diffusion de leur prose hilarante où l'absence de talent l'emporte toujours face à une argumentation approximative et parfois même haineuse.

LA RÉDACTION

MANIPULATION : DE DE GAULLE À SARKOZY, DE LA LIBÉRATION AU LIBÉRALISME...

En 1945, le programme du Conseil National de la Résistance donnait aux valeurs démocratiques et républicaines de la France un espoir et un élan nouveaux. Comment les gouvernants gèrent-ils aujourd'hui cet héritage ? Ce qui est grave politiquement, ce n'est pas comme le pense l'UMP de Grigny, d'interpréter l'histoire. C'est de la méconnaître, ou pire encore de vouloir la cacher, ou pire encore de la transformer sciemment au profit de quelques-uns...

Le 27 mai 1943, Jean Moulin réunit toutes les factions de la résistance au sein du Conseil National de la Résistance (CNR). Cette union sacrée des forces résistances de la Nation (du Parti Communiste Français à De Gaulle) met en place un programme commun de gouvernement à mettre en oeuvre dès la Libération.

LE PROGRAMME DU CNR

Ce programme correspond à l'espoir d'une société plus juste après la Guerre. Un espoir partagé par tous, à droite comme à gauche et visant à (r)établir « la pleine liberté de pensée, de conscience et d'expression ; la liberté de la presse, (...)son indépendance à l'égard de l'Etat, des puissances d'argent et des influences étrangères ; la liberté d'association, de réunion et de manifestation ; l'égalité absolue de tous les citoyens devant la loi ».

Sur le plan économique le CNR prévoit « l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie ; une organisation rationnelle(...) assurant la subordination des intérêts particuliers à l'intérêt général et affranchie de la dictature professionnelle instaurée à l'image des Etats fascistes ; (...) le retour à la nation des grands moyens de production monopolisée, fruits du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques ; le développement et le soutien des coopératives (...); le droit d'accès, (...) aux fonctions de direction et d'administration, pour les ouvriers possédant les qualifications nécessaires, et la participation des travailleurs à la direction de l'économie. »

Sur le plan social il prévoit « un niveau de salaire et de traitement qui assure à chaque travailleur et à sa famille la sécurité, la dignité et la possibilité d'une vie pleinement humaine ; (...); un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, (...); la sécurité de l'emploi, la réglementation des conditions d'embauchage et de licenciement; (...); une retraite permettant aux vieux travailleurs de finir dignement leurs jours ... »

OUBLI ?

Aujourd'hui, les gouvernements, et en particulier ceux qui viennent de se succéder semblent avoir oublié l'héritage de ceux qui se sont battus pour notre liberté. La presse est bel et bien aux mains des pouvoirs politiques et financiers, les manifestations de plus en plus durement réprimées, l'application de la loi n'est pas la même pour le gamin du Vallon que pour les élus ou les patrons voyous.

Les entreprises exploiteuses, « féodalités économiques », fleurissent de par le monde. La « dictature professionnelle » du MEDEF ne cesse de progresser, les banques et les assurances sont depuis longtemps privatisées, la production d'énergie est en train de le devenir, les ouvriers ne parviennent toujours pas aux fonctions de direction. Les travailleurs n'ayant pas les moyens de trouver un logement sont de plus en plus nombreux, la Sécurité Sociale est en train d'exploser face aux coups de butoir ultra-libéraux, l'emploi n'a jamais aussi été précaire, les retraités ont de plus en plus de mal à vivre de leurs pensions.

UMP GAULLISTE ?

Il est aisé de voir que la politique des Sarkozy et Chirac soutenus par les Fenech et Chipier est contraire aux souhaits du CNR. Contraire aux espoirs humains d'après guerre. En quoi aujourd'hui nos espoirs d'une vie plus juste seraient-ils différents ?

L'UMP se réclame toujours de De Gaulle. Or le gaullisme avait trouvé là un tronc commun avec les forces de gauche pour un gouvernement de la France qui prendrait enfin en compte toutes les erreurs du passé, pour un système qui affirmerait enfin « plus jamais ça ! ». Or l'UMP, et Sarkozy en particulier, prône et applique aujourd'hui une politique totalement contraire aux préconisations du CNR.



GUERRE ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Les deux guerres mondiales ont prouvé combien les intérêts économiques des grandes entreprises, des riches propriétaires, guidaient les stratégies guerrières. Par temps de guerre, l'armement n'est pas seulement la seule manière de tuer des gens, c'est aussi la façon la plus sûre de gagner beaucoup d'argent. C'est aussi pourquoi le programme du CNR prône « l'éviction des grandes féodalités économiques ».

Aujourd'hui, qui peut interpréter différemment les interventions armées des Etats-Unis ? Sous le prétexte grotesque de démocratie, leurs guerres récentes n'ont-elles eu d'autres but que l'appât du gain, à travers la production d'armes d'une part, et par la main-mise sur de nouvelles sources d'alimentation pétrolière d'autre part ? Pourquoi Sarkozy est-il fasciné par la politique de G. Bush ?

Le libéralisme n'est pas pacifique. Au contraire. Il a besoin du conflit pour exister. Sa seule condition d'existence est la concurrence exacerbée, entre les entreprises bien-sûr, mais aussi entre les états, et entre les individus. Des individus rendus à la nécessité de se battre, d'affronter leurs collègues pour trouver ou garder un emploi. Le système libéral est l'antithèse du programme du CNR. Celui-ci voulait rejeter la barbarie et

l'assujettissement des individus aux puissances financières, le libéralisme réinstaura une autre forme de barbarie : celle qui pousse les hommes à s'entretuer...

Alors aujourd'hui ? On nous apprend simplement que les héritiers de De Gaulle prônent avec le libéralisme les valeurs mêmes que celui-ci a toujours rejeté (De Gaulle était de toute façon pour une intervention importante de l'Etat dans l'économie); et on nous apprend encore, qu'un homme comme René Balme, qui ne prône rien d'autre qu'un retour aux principes originels de ce programme fondateur, serait un dangereux extrémiste de gauche !

Il ne s'agit pas d'un simple oubli de l'histoire. En français, ce type de comportement a un nom : il s'agit de **manipulation**.

Et comme ceux à qui ce discours donnera mauvaise conscience nous diront encore que les interprétations de l'histoire des rédacteurs de ce modeste journal ne sont pas objectives, nous tenons le texte du programme du CNR à la disposition de ceux qui le souhaitent sur le site internet du Citoyen ⁽¹⁾ ou directement au local de Grigny, 18 place Jean-Jaurès.

Moha

(1) www.le-citoyen.org

REPÈRES

■ « le retour à la nation des grands moyens de production monopolisée, fruits du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques » : rien à rajouter, cet article ferait le régal de tout candidat anti-libéral qui se respecte et ferait rêver n'importe quel salarié d'EDF - GDF !

■ « un rajustement important des salaires et la garantie d'un niveau de salaire et de traitement qui assure à chaque travailleur et à sa famille la sécurité, la dignité et la possibilité d'une vie pleinement humaine ». Au fait, combien de travailleurs dorment actuellement dans la rue ?

■ « la reconstitution, dans ses libertés traditionnelles, d'un syndicalisme indépendant, doté de larges pouvoirs dans l'organisation de la vie économique et sociale » Ah ? Encore raté !

■ « un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se le procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'Etat » Cela s'appelle Sécurité sociale ou Assédic et on nous explique justement que l'Etat ne peut plus les assumer !

■ « la sécurité de l'emploi, la réglementation des conditions d'embauchage et de licenciement, le rétablissement des délégués d'atelier ». De l'intérim au CNE - CPE, que de progrès depuis 1945 !

Au final, grâce au CNR, 1945 est un tournant aussi marquant que 1936 au niveau des progrès sociaux.

CHÔMAGE : QUAND LE SYSTÈME SE NOURRIT DE SES PROPRES VICTIMES

Le gouvernement communique beaucoup sur la baisse du chômage...non...pardon...sur la baisse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'Assedic - non...pardon...sur la baisse du nombre de demandeurs d'emploi indemnisés par l'Assedic! Distinctions primordiales lorsqu'il s'agit de bien comprendre une réalité : celle qui fait que l'Etat demande à des fonctionnaires (ANPE, Assedic) d'épurer les chiffres pour mieux communiquer.

COMMUNICATION POLITIQUE

Mais la communication n'est pas la réalité des milliers de chômeurs radiés d'un régime d'assurance chômage de plus en plus restreint et contraignant. Résultat : d'une part, le nombre de chômeurs inscrits dans la catégorie comptabilisée diminue, tandis que les autres petites cases statistiques augmentent, comme celle du RMI, par exemple...Mais on ne communique pas sur ces dernières... L'important pour cette comptabilité n'est pas le nombre de personnes qui crèvent à force de ne pas avoir de travail, mais le nombre de personnes sans emploi qui pompent de manière indécente les caisses de l'assurance chômage... Il est clair que la réalité sociale envisagée n'est pas la même !

La droite libérale ne prend pas en compte la misère sociale induite par le chômage, elle n'en retire que le côté statistique pour la bonne marche de l'économie libérale, qui, selon elle, peut, seule, résoudre le problème de l'emploi ! Car on nous dit

que la libéralisation de l'économie engendrera de l'emploi, qu'il faut être optimiste, positif et travailler dur, même parfois pour rien !

LE CHÔMAGE, OUTIL DU LIBÉRALISME

Alors, si l'économie libérale va dans le bon sens, il faudrait que l'on nous explique deux ou trois choses. Par exemple pourquoi cette économie nous a-t-elle fait passer d'une situation de plein emploi dans les années 60 à une situation où l'on nous explique que l'économie ne peut se passer d'un seuil minimum de chômage ? Le chômage est la seule justification de la précarité. La précarité est ce que l'on a inventé de mieux pour exploiter les travailleurs. Les grands financiers n'ont aucun intérêt à résorber le chômage. Il faut dire aussi que comme tout autre service au départ public, le traitement du chômage est lui-même une niche fabuleuse pour l'économie libérale. Un marché vierge, à l'époque seulement occupé par l'Etat ou des associations. Aujourd'hui, le traitement de la misère du monde a été livré aux marchands, aux financiers sans scrupules.

LE CHÔMAGE : UN MARCHÉ JUTEUX!

Cela fait maintenant longtemps que l'ANPE soustrait l'accompagnement professionnel. Aux associations tout d'abord, le « marché de l'insertion professionnelle » leur a longtemps été réservé. On a assisté et on assiste encore partout en France à des logiques d'insertion dictées

non pas par la cohérence du parcours du demandeur d'emploi, mais par les intérêts partagés des associations et organismes en place, obligés de naviguer dans les contraintes ubuesques que l'Etat et l'Europe leur imposent. Certains chômeurs vont de stage en stage, d'accompagnement en accompagnement, cumulant parfois jusqu'à 5 référents sociaux, et remplissant ainsi des cases qui permettent au système de s'auto-financer. Puis peu à peu, insidieusement, les cabinets de ressources humaines privés sont rentrés dans le jeu. Ils sous-traitent déjà les prestations de l'ANPE, au même titre que les associations spécialisées, et occupent seuls un marché encore plus juteux : le reclassement de salariés licenciés !

VAUTOURS...

C'est là que les cabinets privés ont fait la preuve de leur redoutable efficacité libérale. Ce n'est pas pour rien que Borloo, avant de mettre en place ses mesures pour l'emploi, a rencontré les PDG des grands cabinets nationaux plutôt que les acteurs associatifs de l'insertion ou les représentants des chômeurs eux-mêmes. Car le système de ces entreprises, testé dans les cellules de reclassement est simple et fait glisser toutes les pilules ultralibérales ! Une entreprise doit fermer (difficultés financières, délocalisations...), elle doit licencier. Obligée de mettre en place une procédure de sauvegarde de l'emploi, elle s'adresse au cabinet de reclassement le mieux disant. Les salariés, éblouis par tant de promesses enrobées dans de si

beaux discours reprennent espoir.

L'entreprise et l'Etat qui payent le cabinet privé se lavent les mains : « nous avons fait ce que nous devons », la responsabilité est maintenant celle du cabinet. Le cabinet, quant à lui, fait d'abord croire aux salariés qu'il va chercher l'emploi au plus proche de leurs attentes. Le temps passe et force est de constater que ces attentes sont trop exigeantes, on commence donc à proposer des offres d'emploi correspondant moins.

Et puis finalement on s'aperçoit que le cahier des charges du cabinet est simplement de proposer 3 ou 5 offres d'emploi par personne. C'est tout. Après, si elles ne sont pas à même de les accepter ou de réussir à décrocher le travail, c'est tout de même bien de leur faute. En fait, ils ne veulent pas travailler ! Finalement, des centaines de travailleurs honnêtes, parfois après 30 ou 40 ans de carrière, se retrouvent ainsi d'un coup des délinquants sociaux, incapables de s'adapter aux changements professionnels ! C'est tout juste si la fermeture de leur entreprise n'est pas leur faute !

De l'autre côté, patrons voyous, Etat complice, vautours du reclassement, se sont rachetés une bonne conscience...et pour certains se sont outrageusement enrichis...sur le dos des salariés...et avec leurs impôts ! C'est ce système que Borloo généralise en offrant le suivi des demandeurs d'emploi aux sociétés privées. A ce rythme, normal qu'il ne reste bientôt plus beaucoup de chômeurs... indemnisés.

ON NE PEUT GAGNER QUE LES COMBATS QUE L'ON MÈNE

Le comité de défense de Montgelas s'est réuni mercredi 22 novembre 2006 suite à la situation nouvelle provoquée par le vote du conseil d'administration de Montgelas le 8 novembre qui approuve la décision de l'ARH de fermer la chirurgie.

Sa décision est de poursuivre la lutte et même d'exiger le maintien et le développement de la chirurgie car il considère que les populations n'ont pas été consultées pour prendre cette décision.

D'ailleurs, on peut s'étonner que le conseil d'administration de Montgelas ait décidé de se réunir et prendre une telle décision début novembre avant les assises de la santé qui étaient annoncées pour le 2 décembre et dont l'objectif était de faire remonter les besoins et l'offre de soin existant sur le bassin givordain.

Apparemment, les attentes de la population n'étaient donc pas un facteur déterminant pour se prononcer sur la fermeture de la chirurgie de Montgelas.

La population en a pris note. Cependant le maire de Grigny, René Balme, dans un communiqué du 12 novembre a écrit « Je tiens à préciser que le vote de la représentante de Grigny - qui a voté pour - ne saurait être représentatif de la municipalité de Grigny et encore moins du maire que je suis ».

De plus, André Gerin, maire de Vénissieux et député du Rhône, dans une question écrite à monsieur le ministre de la santé et des solidarités « proteste contre la fermeture du service de chirurgie de l'hôpital de Montgelas » et s'interroge même : « privé de sa chirurgie il est en effet probable que l'établissement ne pourra pas maintenir longtemps un service des urgences ... et la maternité... ne pourra certainement pas offrir un service satisfaisant sans être adossée à un service de chirurgie ».

Ces observations reflètent l'avis de la population et le 15 décembre pendant les assises de la santé du bassin Rhône-sud-ouest chacun pourra entendre les différents arguments et questionnaire des usagers de l'hôpital de Givors. Nous sommes les financeurs de cet hôpital et devons nous acquitter jusqu'en 2033, c'est-à-dire pendant encore 27 ans, du financement du bloc opératoire de Montgelas qui doit être fermé le 1 janvier 2007.

Il est temps d'exiger que nous soyons aussi les décideurs de l'avenir de notre hôpital.

Seule la mobilisation de tous les habitants peut obliger les pouvoirs publics à annuler cette décision inique pour la population déjà très fragile du bassin de Givors.

La fermeture de la chirurgie de Montgelas n'est rien d'autre qu'un choix politique.

Il s'agit uniquement d'obéir à une logique de rentabilité financière. Ce choix ne nous convient pas. Il faut le combattre.

On ne peut gagner que les combats que l'on mène, alors il faut tous ensemble mener celui là

Beatrice Rollat

dans Grigny

TOUT CE QUE BOUDE L'OPPOSITION UMP

Tous les prétextes sont bons pour boudier les manifestations communales et éviter d'être mis face à ses contradictions.

La médiathèque Léo Ferré : Monsieur Chipier quitte la manifestation au début du discours du maire. Les élus UMP boudent la réception qui suit.

Le salon du livre « De l'écrit à l'écran ». Au prétexte que ce salon est « de gauche » l'UMP locale a boudé l'inauguration et la manifestation.

Le comité de jumelage avec Koupéla. L'opposition n'a jamais participé au CA de cette association alors qu'elle en est membre de droit.

Le jumelage avec Bromont au Québec. L'UMP a été le grand absent de la soirée consacrée au jumelage virtuel, fondé sur les échanges au niveau des TIC, avec cette ville.

Vivé. L'UMP a toujours boycotté cette association qui gère les jumelages avec Bromont (Québec), Linares Alcantara (Vénézuéla) et une ville d'Italie (à venir). Rappelons que cette association développe un projet de vidéo et de télévision participative soutenu par la Région Rhône-Alpes.

Le jeudi du Doc. cette initiative municipale vise à faire connaître des documentaires très peu diffusés ou censurés. L'UMP boudé l'événement depuis le début, comme elle l'avait fait pour les Rencontres Citoyennes.

La suite, qui est longue, dans le prochain Numéro du CITOYEN...

Elections législatives

REFLECHIR ET DECIDER

Si vous êtes un lecteur ou une lectrice assidu(e) de notre journal, vous êtes informé(e) de la candidature de René Balme, le Maire de Grigny, aux élections législatives (11e Circonscription du Rhône) qui se dérouleront les dimanches 10 et 17 juin prochains.

Pour l'instant, le « grand cirque » de l'élection présidentielle nous masque totalement les enjeux des élections législatives. Et pourtant !

Personne ne se fait d'illusions. Quels que soient les « présidentiables » déclarés aujourd'hui, l'élection de l'un ou l'une d'entre eux ne modifiera pas, dans le bon sens, notre vie quotidienne. L'histoire de ces trente dernières années nous en apporte la preuve.

A partir de cette réalité, les élections législatives de juin prochain prennent une dimension particulière.

De quel député avons-nous besoin ?

Chacun s'accorde à penser

qu'un député doit être un « responsable politique de terrain », « un élu disponible, attentif aux préoccupations de ses concitoyens », « un parlementaire attaché à la démocratie ». Oui mais... Tout ça, ne serait pas un peu de la langue de bois ? Bien sûr ce n'est pas inutile, mais est-ce suffisant ?

Le vécu de chacun d'entre nous, appelle une autre démarche.

Un député c'est un citoyen qui agit et travaille au plan local, comme au plan national et international. Parce qu'il n'est pas possible d'être actif et efficace au plan local sans agir sur la réalité nationale et mondiale. Sauf si l'on s'imagine que la vie quotidienne de chacun de nos concitoyens évolue en dehors d'un contexte plus général. Est-ce le cas ?

Un député c'est un citoyen qui agit et travaille pour améliorer les conditions d'accès de tous à l'éducation, la culture, la formation. L'ignorance n'a jamais été facteur de réflexion, d'esprit cri-

tique, d'initiative. L'ensemble de ses savoirs, son expérience, sa volonté, permette à toute personne de participer à la vie démocratique de son quartier, de sa ville, de son pays.

Un député c'est un citoyen qui agit et travaille en s'appuyant sur une expérience personnelle et sur une connaissance approfondie des structures de l'Etat. Sa capacité à rassembler autour de lui des collaborateurs compétents et responsables est aussi un gage d'efficacité.

Une vision globale de la vie, une attention toute particulière au développement humain, une expérience personnelle, une capacité de rassembler des énergies, sont des qualités utiles et nécessaires à votre prochain député.

Mais c'est à vous de décider.

Vous avez encore quelques mois pour y réfléchir.

MV
Ampuis

Adhésion

J'adhère à l'association et je verse 15 euros par an.

Je m'abonne au mensuel Le CITOYEN pour un an et je verse 15 euros.

Nom : _____ Prénom : _____ Code postal : _____

Adresse : _____ Ville : _____

Envoyez ce coupon accompagné de votre règlement à : Le CITOYEN 18, place Jean-Jaurès 69620 Grigny France. Chèque à l'ordre de Association Le CITOYEN.



LE CITOYEN

Directeur de la publication : Association Le Citoyen.
Rédacteur en chef : Jean-François Mazert
Comité de rédaction : le bureau de l'association Le CITOYEN
Photographies : Le Citoyen
Imprimerie : CICEROS

Contact : Le Citoyen 18, place Jean-Jaurès, Grigny 69620 - Tél : 06 77 83 08 73
Mél : infos@le-citoyen.org
Prix au N° : 1 euro
Abonnement : 11 N° : 10 euros
N° ISSN 1774-1041.
Dépôt légal à parution.
N° 21 - décembre 2006.